

<http://lipietz.net/Debat>

**Crise des banlieues, rapport aux services publics : les
réponses du tiers secteur**

Débat

- Député européen (Verts, France) - Mes initiatives - Crise des banlieues, rapport aux services publics : les réponses du tiers secteur -



Publication date: lundi 6 février 2006

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Vous pouvez consulter [l'ensemble du programme](#).

De la salle

J'habite dans la cité de Boissy-Saint-Léger. Jusqu'à l'année dernière, j'habitais dans le vieux Boissy. La cible des émeutes n'était pas les services publics en particulier mais plus généralement tout ce qui se trouvait dans les cités, y compris les rares commerçants. La focalisation sur les services publics s'explique par le fait que seuls ces derniers sont présents dans ces quartiers.

La ville est devenue un ghetto en quelques années. Lorsqu'elle était à gauche, la municipalité créait des services publics à tout va. Elle est maintenant à droite et aucun service public n'a vu le jour depuis dix ans. La ville s'est complètement refermée sur elle-même. Après avoir été élu local, je suis maintenant élu régional et, alors que je rentrais un soir vêtu d'un costume, un jeune m'a demandé si j'étais le frère de Jacques Chirac. Ces jeunes ne voient jamais des personnes bien habillées parce qu'ils ne sortent jamais de la cité.

Pour moi, le problème le plus important est le manque de travail. Auparavant, un Antillais était considéré comme un Français. Il travaillait à La Poste ou dans les hôpitaux. Maintenant il n'est plus considéré comme un Français parce qu'il est de couleur. Cela est dû à un changement de mentalité : le monde a changé, nous avons peur, nous mangeons au fast-food, etc. Les adultes ont peur de travailler avec des gens de couleur et les excluent, sauf pour les travaux de gardiennage dans les quartiers. Pour moi, la volonté d'exister au travers d'un emploi est plus importante que les services publics.

En novembre, avec quelques élus, nous avons effectué des rondes. Malheureusement, un feu de poubelle a brûlé des habitations. Nous avons interrogé les jeunes qui nous disaient : « On sait que ce qu'on fait n'est pas bien, mais si on ne fait rien, on va passer pour des bouffons vis-à-vis des autres cités ». L'image de la télévision est omniprésente. La solidarité est immédiate avec les Palestiniens ou encore les autres cités dès lors que les événements sont retransmis à la télévision.

Au total, les violences ont coûté 250 millions d'euros, tandis que les accidents de la route coûtent 14 milliards d'euros. Les assurances ont eu le culot d'informer les mairies que leur redevance d'assurance serait augmentée de 30 % si elles avaient subi des dégâts et de 10 % en l'absence de dégâts. Les aménagements des collectivités ont permis de diminuer le nombre de morts et de blessés sur les routes sans que ces dernières ne réclament une baisse des redevances aux assurances. Je ne comprends pas que l'on se focalise sur une somme si faible. C'est une façon de dire aux jeunes de couleur dans les cités que l'on ne veut pas d'eux.

De la salle

Je regrette qu'on ne puisse évoquer le chômage. En outre, je me demande pourquoi nous ne sommes qu'une trentaine de personnes ici ce soir alors que cette manifestation est organisée par le CE des Verts qui compte 2 000 adhérents en Ile-de-France dont 700 à Paris. Peut-être, pour parler valablement des banlieues, et particulièrement des événements de novembre, faut-il commencer par réaffirmer le droit à la sécurité des personnes et des biens, individuels ou collectifs, lequel est inscrit dans la Déclaration de 1789 et dans la Constitution.

Certains problèmes se posent depuis longtemps en banlieue, tels que la place de la femme. Je pense à Sohane,

brûlée à Vitry il y a quelques temps. Il en est de même pour l'homophobie et d'autres problèmes sociétaux.

Je me demande s'il n'existe pas une ségrégation urbanistique provenant du regard que la métropole porte sur ses anciennes colonies. Lorsque celle-ci a eu besoin de chair à canon, elle est allée chercher les tirailleurs sénégalais. Puis elle s'est tournée vers les Maghrébins pour sa reconstruction. Ils ont d'abord été logés dans des bidonvilles, puis dans des cités. Le Blanc-Mesnil, où vit un de mes amis, est cauchemardesque. Il n'est pas humain de vivre dans un tel environnement. Je pose un certain nombre de problèmes sans y répondre. J'ai bien entendu vos témoignages. Cela ne suffit pas.

Driss BENJEBARA, groupe des Verts XXème

J'ai travaillé dans de nombreux quartiers dont le Blanc-Mesnil où j'ai dû rencontrer Joëlle Bordet. Je préfère parler de révolte plutôt que de violence ou d'émeute. Je considère que ces événements constituent une réaction forte à une crise. Par ailleurs, je ne suis pas d'accord avec le terme d'autodestruction. Il faut faire davantage d'effort pour mieux comprendre cette révolte et déterminer s'il s'agit uniquement d'autodestruction ou s'il a été question de déstabiliser un système dans lequel ces jeunes ne se sentent pas bien.

Il existe un véritable problème sécuritaire dans certaines parties de nos quartiers ou de nos villes. Il s'exprime dans une relation violente avec la police qui n'est pas régulée par la justice. La police commet des crimes qui ne sont pas réparés par la justice.

On dit généralement qu'il n'y a pas d'expression politique dans ces quartiers. Or bien souvent, les dispositifs mis en oeuvre dans ces quartiers sont très fragiles, comme cela s'est avéré pour le Conseil local des jeunes du Blanc-Mesnil. Pourtant, ces jeunes ont produit des documents qu'aucun syndicat ni parti politique n'avaient produits jusqu'alors. Je pense à l'excellent et très pédagogique film *Garde à vue, garde à toi* qui n'a jamais été diffusé à la télévision. Heureusement, un reportage l'a évoqué. Je me demande jusqu'où les formules produites jusqu'ici dans ces quartiers peuvent aller pour y organiser l'action politique. Il existe très peu de moyens pour cela.

J'ai aussi l'expérience de la participation des habitants. Bien souvent, celle-ci est conçue ou pratiquée comme un système d'entraide plutôt que comme un système politique de participation. On y retrouve l'éducation populaire tournée vers la charité. J'ai moi-même constaté que les plus grandes réticences venaient non des élus mais de ceux qui pratiquaient cette participation des habitants en raison de leur crainte à remettre en cause leurs modèles. Il faudrait réfléchir à un autre système scolaire et de partage de savoir et de construction de l'individu dans le savoir. Ce problème se retrouve aussi dans le travail social qui est un outil de reproduction des modèles existants.

Eros SANA, Verts 95, coresponsable du groupe banlieue des Verts

Je remercie Alain Lipietz d'avoir organisé cette réunion afin que l'écologie politique s'interroge sur sa place dans les banlieues. Je suis d'accord avec Driss Benjebara sur le fait qu'il faut faire attention aux mots que nous utilisons. Pour moi, les événements de novembre s'apparentent à une révolte, à un mouvement social à part entière, même s'il n'a pas les mêmes fondements que les mouvements sociaux auxquels nous sommes accoutumés. Je ne crois pas que les jeunes dits de banlieue ont envoyé un message d'autodestruction. Ils se trouvent dans un tel état de survie et se considèrent tellement relégués socialement et culturellement qu'ils considèrent que brûler les écoles ou les abribus ne changera rien à leur situation.

Cela répond à une violence, notamment celle de la police qui est réelle dans les banlieues. Je rentre souvent tard le soir dans ma banlieue et il ne se passe pas une semaine sans que je ne voie un contrôle de police qui dérape ou un contrôle au faciès. Pendant et après les événements de novembre, la violence de l'Etat s'est prolongée avec les

comparutions immédiates et la volonté du Ministre de l'Intérieur et du Garde des Sceaux d'appliquer des peines très lourdes. Chez moi, certains garçons ont été condamnés à six ou neuf mois de prison ferme. C'est incroyable ! Le monde politique ne se mobilise pas pour eux. Ils sont laissés pour compte. Les condamner de la sorte nous empêche d'aller vers eux alors que nous avons l'obligation de les considérer comme des acteurs sociaux à part entière. Les services publics tels que l'école, la Poste, les MJC ou l'ANPE sont considérés dans les banlieues comme étant parfois des modes d'expression de la violence d'Etat. En effet, ces jeunes ne réussissent pas à l'école ou, lorsqu'ils obtiennent de grands diplômes, sont relégués à des emplois de gardiens ou de livreurs de pizza. Cet exemple est désastreux à l'échelle d'un quartier. Pour eux, les services publics entretiennent les stigmatisations et les discriminations.

Par ailleurs, les banlieues sont des espaces hautement politisés. Face à cela, la ville répond très souvent par une volonté de dépolitisation. Face à des jeunes lui adressant des demandes, le maire va offrir la construction d'un gymnase. L'offre sociale cherche ainsi à dépolitiser ces jeunes. Les conséquences sont très graves. En effet, très vite, le gymnase, construit pour pratiquer un sport à la mode, ne satisfera qu'une petite partie du quartier. En outre, les femmes sont exclues. Très souvent, les réponses ne concernent que les garçons. Il faut réinterpréter les services publics face aux questions fondamentalement politiques que pose la banlieue. Après la réunion, j'essayerai de me rapprocher de Monsieur Boukhenaisi car les régies de quartier peuvent constituer une forme de réponse. Mais, comme le tiers secteur, elles ne peuvent pas combler tous les interstices sociaux et politiques. Les politiques doivent reprendre la parole et la donner aux habitants des banlieues.

Joëlle BORDET

C'est en tant que clinicienne que j'évoque l'autodestruction. Je ne porte pas de jugement. Depuis 25 ans, j'ai vu beaucoup de jeunes sacrifiés. Je travaille actuellement sur les textes de René Girard sur la violence du sacré. Il faut s'interroger sur la dimension symbolique de la violence et le rapport entre ce que les jeunes produisent comme destruction pour eux-mêmes et vis-à-vis des autres et le fait qu'ils soient eux-mêmes détruits par les autres. Nous sommes dans une situation qui se rapproche du contexte israélo-palestinien et non du conflit social ouvrier des années 70. Elle est symbolique et politique.

La montée du sécuritaire entraînant la destruction du conflit social constitue une hypothèse politique que j'aimerais approfondir. La destruction ne conduira pas à un projet politique global. C'est pourquoi il faut soutenir le passage de la destruction au conflit. Le niveau élevé de toxicomanie dans ces quartiers n'a pas été traité car il permettait d'empêcher toute révolte. Des jeunes l'ont intériorisé. En outre, les systèmes de valeur de ces jeunes sont très paradoxaux, passant de la solidarité à l'individualisme le plus total. Une de mes hypothèses porte sur la dynamique paradoxale dans la construction identitaire de ces jeunes confrontés à un changement du système de valeur de la société. J'aime beaucoup le livre de Richard Sennett intitulé Respect : de la dignité des hommes dans un monde d'inégalités qui montre à quel point le libéralisme pose problème quant au projet de lien social dans une société. Je suis favorable à ce que ces événements soient qualifiés de révolte, mais il faut se mettre au travail pour déterminer comment passer à la révolte politique.

Je connais bien le travail des jeunes de Blanc-Mesnil. Où sont présentées au public les productions des jeunes ? Où sont-elles travaillées chez les inclus ? Qui va tenir le débat public sur la révolte ? Seront-ce les chercheurs, les inclus ou ces jeunes avec qui nous allons construire des espaces de parole. Il existe entre Paris et la banlieue une ségrégation de plus en plus forte qui va renforcer la violence. Il faut ramener la capacité de production de ces jeunes à l'intérieur de Paris pour favoriser le métissage. La force d'invention du métissage en France se trouve dans ces quartiers. Il faut maintenant savoir comment elle peut influencer la ville.

De plus, les jeunes ne sont pas seuls en cause. En effet, les gens ressentent une peur massive qui constitue une manne extraordinaire pour les populistes et sur laquelle la gauche ne peut pas faire l'impasse. A cet égard, la

dimension intergénérationnelle est clé. J'ai travaillé trois ans sur les rapports internes dans un quartier de Créteil et examiné les systèmes d'opposition entre les personnes âgées et les préadolescents, la question de la gestion et la réassurance collective de l'espace public. C'est un problème très subtil à traiter. Il ne s'agit pas de création d'offre de services mais de déterminer la manière dont les dynamiques sociales et politiques sont mises au travail. Il faut sortir du risque de plaquage idéologique.

Mounira MEHIRI

Je suis administratrice de Profession Banlieue qui est un centre de ressources politique en Seine-Saint-Denis et fédère l'ensemble des acteurs du département. Nous avons alerté sans succès pendant deux ans le sous-préfet à la ville à propos des arrêts de financement des associations. Après les trois semaines de révolte, 600 millions d'euros d'aide aux associations ont été annoncés alors que nous cherchons à expliquer aux jeunes qu'ils ne doivent pas brûler pour obtenir des aides. Les jeunes sont persuadés que cette somme sera débloquée, ce qui n'a pas été fait jusqu'à maintenant. Je pense que la révolte ne trouvera pas les conditions pour se transformer en conflit si le gouvernement ne fait que des effets d'annonce pour toute réponse. Je rappelle que les aides aux associations annoncées sont inférieures à celles qui avaient été précédemment supprimées. En outre, 800 millions d'euros ont été attribués aux plus grandes fortunes de France grâce à la réforme de l'ISF.

Gérard GRENERON

Je suis le premier à dénoncer les dysfonctionnements de la police. Mais il ne faut pas répondre à une stigmatisation par une stigmatisation. Je me situe dans la perspective d'un avenir meilleur et je suis persuadé que des passerelles sont pour cela nécessaires entre les policiers et les jeunes des cités. Des policiers luttent aussi contre la drogue dans les cités. Il ne faut pas se leurrer sur la réalité des infractions commises et constatées dans les cités. Il faut aussi stopper la stigmatisation réciproque. Il est vrai que des infractions ont été commises par des policiers mais des policiers sont aussi tués en service. Je ne suis pas le porte-parole de la police nationale et je viens en tant que représentant syndical pour chercher à trouver d'autres solutions. J'ai rencontré Zinn-Din Boukhenaiissi lors d'un colloque et nous avons trouvé des terrains d'entente. Il faut aussi à mon avis "verbaliser" ce qui ne va pas et ne pas oublier que les policiers vivent eux aussi très mal ces situations. Est-il raisonnable d'envoyer de jeunes policiers dans des quartiers difficiles où une peur répond à une autre peur ? Les policiers sont avant tout des êtres humains.

Alain LIPIETZ

Le racisme et le chômage font bien évidemment partie du problème général de la crise des banlieues, mais ils font l'objet d'autres débats. A cet égard, par solidarité, en tant que descendant d'immigrant, j'ai signé l'appel des Indigènes de la République. Il est bien évident que le fait d'avoir recouru à la loi sur l'état d'urgence, conçue pour l'Algérie puis réutilisée pour la Nouvelle Calédonie, montre que cet appel, qui se voulait provocateur, était tout à fait pertinent.

La volonté d'autodestruction, au sens clinique, des jeunes devient catastrophique lorsqu'elle est utilisée par l'adversaire, c'est-à-dire le Ministre de l'Intérieur. Il s'agit d'un mécanisme courant, dont on retrouve une forme subtile à l'école. Comme l'a montré Goffman, en Grande-Bretagne, les fils d'ouvriers s'excluaient eux-mêmes de toute insertion sociale par l'école et devenaient ouvriers. Aujourd'hui, par le même mécanisme, les jeunes des cités deviennent chômeurs et précaires.

En outre, l'analogie avec la situation israélo-palestinienne est intéressante. La façon dont Nicolas Sarkozy a provoqué l'émeute ressemble à la provocation d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées qui allait entraîner l'Intifada des armes. Sharon savait qu'il serait facile d'écraser cette Intifada. Mais il a changé d'avis quand il a

constaté le blocage politique que cette victoire entraînait. Une des difficultés de la dialectique de l'autodestruction et de la provocation réside dans l'illusion de son efficacité par rapport à d'autres actions comme les régies de quartier. Un jeune diplômé de troisième cycle devenant livreur de pizza est une catastrophe pour tout le quartier. Il en est de même d'une émeute qui entraîne des aides financières, comme cela s'est passé aux Minguettes ou ailleurs dans les années 90. Les Verts veulent éviter de répondre aux émeutes par une offre de service public sans lien social, une offre de participation non démocratique ou un cadeau, qui ne constitue qu'un armistice après l'affrontement entre autodestruction et provocation. Ils cherchent à élaborer une réponse construite.

Mounira MEHIRI

Le terme d'autodestruction est très médical. Il ne relève pas d'un langage politique et cela me gêne énormément. Nous parlons d'un mouvement qui a aussi été politique. Je préférerais parler de destruction de proximité.

Alain LIPIETZ

L'autodestruction n'est pas politique mais fait partie de la vie individuelle. La politique doit observer ce qui se passe chez les individus et changer les cadres sociaux pour favoriser leur épanouissement, même si elle ne peut pas tout faire. Elle ne peut pas assurer le bonheur individuel. Mais elle a son rôle. L'exemple de l'homosexualité est à cet égard parlant. L'individuation aboutit à ce qu'une juxtaposition de situations individuelles de malaise conduise à la construction d'un groupe face à l'adversaire. La "destruction de proximité" constitue alors un problème pour le politique.

C'est ici que la question de la médiation et du tiers me pose problème. Il n'est pas possible de changer la ville du jour au lendemain. Il y aura toujours de la méfiance, même dans une cité où il y a une régie de quartier ou une police de proximité. Certains seront toujours convaincus que les services publics et les services au public ne sont pas là pour les aider. La police est le représentant de la violence légitime. Le médiateur est-il du côté de la violence légitime ? Cette question se pose aux éducateurs et aux salariés de la justice. Vous avez évoqué les mauvais médiateurs machistes qui protégeaient leur autobus, externalisant le service public de la police. Comment réussir à maintenir l'équilibre entre être le médiateur de la cité, voire même l'expression de la cité commençant à s'organiser, enseigner que la police ou le contrôleur du bus ne sont pas forcément des ennemis et ne pas apparaître comme un espion ou mouchard potentiel ?

Michèle LOUP, Conseillère régionale d'Ile-de-France

Le fait que les médias montrent exclusivement des garçons commence à m'énerver. Les jeunes garçons et les jeunes filles sont traités différemment. Leur révolte, si révolte il y a, ne s'explique pas de la même façon. Il existe une souffrance commune, mais les filles la vivent différemment.

J'ai participé à un atelier sur les rapports entre les filles et les garçons dans la cité lors d'un forum de la jeunesse franco-africaine. Les filles reprochaient durement aux garçons présents leur fainéantise. Dès l'enfance, ces derniers sont habitués à rester assis avec les pères pendant que les filles aident au ménage, à la cuisine et aux devoirs des plus petits. Nous avons tendance à aller dans le même sens en plaignant ces garçons qui finissent par s'arroger tous les droits, notamment sur les jeunes filles. Ils se valorisent par l'affrontement avec la police ou le séjour en prison. Les réponses des politiques concernent exclusivement les garçons. Les jeunes filles partent peu en colonies de vacances ou en classe verte. L'apartheid social et territorial se double d'un apartheid de genre qui est toujours nié.

Sans les médias, les événements n'auraient pas pris tant d'importance. Mais il faut aussi les relativiser. Le problème de l'emploi est central. Les jeunes, Français de souche ou immigrés, ayant fait ou non des études, connaissent le

chômage de masse. La proportion est certainement plus grande chez les jeunes issus de l'immigration. Bien que cela fasse plus de dix ans que je sois chez les Verts, je ne suis toujours pas convaincue que l'économie sociale et solidaire, bien qu'elle ait son utilité, résoudra le problème de la mondialisation, des délocalisations et de la suppression du travail par les nouvelles technologies. Quelles réponses aux problèmes sociaux les élus sont-ils capables d'apporter en termes économiques ?

Pascal, Verts XIXème

Le problème ne doit pas être posé uniquement en termes de problème de quartier ou de banlieue. Le problème des diplômés qui n'arrivent pas à trouver un emploi suffisamment qualifié touche aussi les femmes blanches dotées d'un bac+2 et qui se retrouvent caissières. Il s'agit d'un phénomène de société de déclassement : la nouvelle génération n'arrive pas à atteindre ses objectifs symboliques ou financiers. L'écart de revenus entre les 20-30 ans et les 40-50 ans était de 15 % dans les années 60 et 70. Il est de 40 % aujourd'hui. La société a continué à créer de la richesse, mais essentiellement pour les retraités et les actifs de 40 ans, contribuant à accentuer le clivage générationnel. Il existe bien évidemment des logiques spécifiques aux banlieues mais, d'un point de vue politique, nous avons intérêt à souligner le lien existant le pizzaïolo bac+5 des banlieues et la caissière blanche bac+2. En les opposant, nous faisons le jeu de l'ethnisation du problème et, par-là, celui du Front National. Notre façon d'aborder le problème n'est pas forcément la bonne.

Alain LIPIETZ

Je ne pense pas que nous fassions le jeu du Front National en organisant le débat d'aujourd'hui. Des dizaines de réunions sont organisées par les Verts sur le thème de l'emploi. Le chômage de masse paralyse l'ascenseur social et cela a des effets spécifiques dans les quartiers. Le diplômé chômeur d'un quartier où le chômage est faible ne détruit pas l'idée qu'il est possible de s'en sortir grâce aux études. Mais dans un quartier où le taux de chômage est de 30 %, le fait qu'un jeune doté de diplômes supérieurs ne trouve pas de travail en raison de son origine ethnique a des conséquences majeures sur la totalité du quartier.

Louis JOUVE, Verts Quartier Latin

Le sujet est difficile. L'encouragement à la violence réciproque entre les jeunes et la police est le contraire des méthodes politiques que les Verts promeuvent. Il n'y a eu aucun mort chez les policiers comme chez les jeunes pendant les émeutes, même si des accidents ont eu lieu. La police a démontré sa capacité à utiliser la force avec mesure. A mon sens, la couleur des protagonistes a un rôle dans la conflictualité. Quand les membres de la commission Stasi sur la laïcité se sont rendus à Londres, une policière voilée se trouvait sur le quai parmi les autres policiers. Sommes-nous capable de faire progresser la police vers une telle osmose ? Il existe à Paris des hommes, mais pour l'instant pas de femmes, issus de l'immigration et travaillant comme machinistes.

Je ne suis pas d'accord avec ce qui a été dit concernant l'école. Aujourd'hui, un jeune doté d'un BTS d'électromécanique n'est jamais au chômage. Le doctorat n'est pas la clé pour entrer sur le marché du travail. L'économie sociale et solidaire peut fonctionner pour les emplois de services, mais pas pour ceux de production. A Paris, la moitié des appels d'offre que passent les offices de logement social sont infructueuses car les grosses entreprises ne s'y intéressent pas et les entreprises générales de bâtiment et les petites entreprises, autrefois créées par les immigrés italiens, n'existent plus.

Je ne suis pas d'accord pour dire qu'il existe un chômage massif des jeunes. Cependant, des zones de chômage existent et cela les démobilise complètement. Le marché du travail clandestin des ouvriers polonais est florissant.

Il est faux de considérer que l'école est un ascenseur social. L'école est une échelle qui permet, barreau après barreau, et parfois génération après génération, de progresser socialement au prix d'efforts individuels. Les 160 000 voix qui ont manqué à Lionel Jospin lors de l'élection présidentielle de 2002 sont celles à qui il avait promis, au travers de la loi de 1989, que 80 % d'une classe d'âge aurait droit au baccalauréat.

Par ailleurs, je me demande si les jeunes des émeutes ne sont pas ceux qui sont venus dépouiller les manifestations lycéennes du printemps dernier.

Eros SANA, Verts 95, coresponsable du groupe banlieue des Verts

Je n'ai pas voulu stigmatiser les agents de police. Je pointais simplement des comportements paradoxaux qui deviennent des systèmes du côté des jeunes comme du côté de la police. En banlieue, les jeunes sont systématiquement contrôlés avec violence et humiliation, qu'ils aient ou non un emploi, qu'ils soient ou non d'origine étrangère. Ce système est actuellement favorisé dans la police par l'exigence de rendement quantitatif.

Par ailleurs, même si la question sociale est importante, il existe aussi une spécificité propre à la banlieue concernant le chômage. Les jeunes issus de banlieue et diplômés ont aussi énormément de mal à trouver un emploi déqualifié. Cela aggrave les conséquences négatives sur l'ensemble de leur quartier.

La pacification sociale et l'expression du service public amènent très souvent à discriminer les filles car on ne répond pas à leurs attentes. Pour autant, je crois qu'il ne faut pas les opposer. Ils sont totalement solidaires les uns avec les autres.

Driss BENJEBARA, groupe des Verts XXème

J'ai voulu souligner l'absence de justice et non stigmatiser la police. Cette dernière est de plus en plus amenée à répondre à des demandes sociales qui ne sont pas de son ressort. Par ailleurs, la justice n'a pas joué son rôle dans les conflits qu'il a pu y avoir entre la police et les citoyens. J'appelle de mes vœux une justice plus diligente et j'espère que la police sera aussi plus exigeante envers elle. Je l'appelle à réfléchir à une perspective de police plus démocratique et au service des citoyens.

De la salle

Je n'appartiens pas aux Verts. J'ai 30 ans, je viens de la banlieue et je ne me reconnais pas dans ce que vous dites. J'ignore comment vous allez trouver des solutions.

Mon projet s'appelle Biofrais et propose de livrer des produits bio avec des véhicules électriques. Je gagne 10 euros par mois. J'aurais pu gagner le SMIC ou le RMI, mais j'ai des valeurs. Je pense qu'il est fondamental d'apporter des valeurs dans les banlieues. L'écologie et l'environnement sont porteurs de valeurs. Vous les oubliez peut-être pour essayer de trouver des problèmes ailleurs.

Alain LIPIETZ

Lors d'un récent débat à la Reynerie en banlieue de Toulouse, il est apparu que les filles pensaient avoir eu tort de ne pas intervenir dans les émeutes. Notre débat porte moins sur les causes des émeutes que sur les réponses des municipalités qui s'apparentent à des cadeaux aux garçons.

Gérard GRENERON

Nos discours sont identiques mais formulés de manière différente. En tant que syndicaliste et représentant d'une ONG, je m'intéresse au tiers secteur et je n'ai pas le discours du Ministre de l'Intérieur, quel que soit son bord politique. A défaut de l'institution policière, il faut nouer le dialogue entre les jeunes des cités et le tiers secteur et des organisations comme la mienne. Je suis convaincu que la discussion permettra de trouver des solutions. Le conflit est certain mais nous construirons à partir de ce conflit. Il faut mettre en place ce dialogue aujourd'hui, en profitant de l'éclairage donné en novembre, afin que cela ne se reproduise pas dans quelques mois. Il faut saisir la main tendue par certains policiers car nous devons construire ensemble la société. J'ai commencé à créer des liens avec Zinn-Din Boukhenaissi à Messine. Nous étions alors pendant les émeutes et les étrangers me demandaient ce qui se passaient en France. Le rôle des médias dans cette affaire n'a pas été anodin. J'ai vu sur CNN des images de voitures qui brûlaient dans le centre de Lyon. En fait, des échauffourées entre policiers et jeunes ont bien eu lieu dans Lyon, mais les voitures qui brûlaient n'étaient pas dans le centre-ville.

Mounira MEHIRI

Un des problèmes posé par le projet de loi sur l'égalité des chances est que le comité de prévention de la délinquance est censé relever du Ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs, je suis contre le fait d'évacuer en permanence le problème hommes-femmes sous prétexte qu'il existe une grande solidarité entre eux dans les banlieues. Cette solidarité n'est pas évidente. En outre, dans de nombreux quartiers, l'espace public est occupé exclusivement par des hommes.

Zinn-Din BOUKHENAISSI

Je ne suis pas d'accord pour considérer de la même façon la jeune blanche bac+2 et le jeune de quartier bac+5 qui ne trouvent pas de travail car l'impact n'est pas le même. L'année dernière, au travers du conseil national d'insertion par l'activité économique, notre réseau a travaillé sur les discriminations, notamment au travail, et nous avons pu mesurer l'étendue des dégâts pour les victimes comme pour les personnes qui coproduisent cette discrimination.

Par ailleurs, je voudrais revenir sur la question démocratique. Comment invitons-nous les habitants des quartiers à refaire de la politique au travers des régies de quartier ? Pourquoi n'arrivons-nous pas aujourd'hui à recréer des espaces de parole, de conscientisation et de culture politique là où nous arrivions il y a vingt ans ? Les mouvements d'éducation populaire, qui sont en recul dans les quartiers, doivent les réinvestir grâce à un projet politique différent qui réoriente une partie de leurs missions. La gestation d'un projet de régie dure 18 à 24 mois. Lorsque se pose la question de la prise d'une part de pouvoir des habitants au sein du projet, le projet est abandonné au motif qu'il s'agit de populations issues de l'immigration. La peur des politiques est anormale et incompréhensible.

Alain LIPIETZ

Dans nos débats, j'ai été frappé par la responsabilité qu'ont les politiques de donner des réponses qui ne divisent pas. Le service public ne doit pas être une offre, et encore moins un cadeau. Il doit favoriser la production d'un territoire sur lequel les habitants auront du pouvoir sur eux-mêmes. Tel est le schéma qui se dégage de nos débats.

La difficulté réside dans la multiplicité des contradictions. Il existe une tendance à dire qu'il suffit de régler la question du chômage pour régler celle des banlieues, ou de régler celle des jeunes de banlieues pour régler celle des jeunes femmes. Mais les contradictions ne sont pas parallèles, elles ne s'emboîtent pas, elles s'entrecroisent et se cumulent

les unes aux autres. Chacune doit être traitée comme un problème à part entière même s'il est vrai qu'en se cumulant, elles s'aggravent les unes et les autres. Face à cela, la politique du cadeau est particulièrement dangereuse. Lors du débat à la Reynerie, les filles considéraient que c'était parce qu'elles n'avaient pas participé aux émeutes qu'elles n'avaient rien obtenu. Cette attitude émanait notamment de filles qui viennent de quitter les Motivés parce que la position des filles n'y avait pas été prise en compte...

Outre l'autodestruction et la transformation par Nicolas Sarkozy de ce qui aurait pu être un conflit social en rivalité de violence, il ne faut donc pas faire l'impasse sur le fait que plus les jeunes brûlent, plus ils obtiennent de cadeaux. A cela s'oppose l'approche des Verts selon laquelle les services publics sont la construction d'un territoire qui se rend service à lui-même. Certains services publics prennent la forme de grands réseaux nationaux (l'école, les transports, l'hôpital), d'autres peuvent très largement être assurés par un service au public émanant du territoire lui-même, soit directement, soit en servant d'enrobage à un grand réseau. La possibilité que le service public soit rendu par la communauté à la communauté présente une série d'effets positifs en créant du lien social. Si les jeunes participaient aux services à la communauté, notamment à ceux auxquels ont affaire les personnes âgées, cela permettrait d'améliorer la perception réciproque.

La conception de ce que doit être le service public et son caractère consubstantiel avec la question de la démocratie et du territoire constituent un deuxième acquis de notre discussion.

Le troisième acquis porte sur la complémentarité entre le secteur public et le tiers secteur. Les deux témoignages de ce soir plaident en faveur d'une absence de dichotomie de statut, lequel constitue la marque que la société donne à la dignité d'une activité. Au contraire, les statuts doivent se ressembler pour celui qui travaille, même si le financement peut être totalement différent.

Enfin, le rôle des politiques est essentiel. Peu après les émeutes, nous avons tenu une réunion pour dresser un bilan. Beaucoup de conseillers régionaux et municipaux Verts étaient présents. Ils ont participé, comme le tiers secteur, à des tentatives de pacification pendant les émeutes. La question est de savoir ce qu'il faut faire dans la durée. Si nous ne sommes pas capables dès aujourd'hui d'organiser la résistance à la droite, à partir de nos positions dans les collectivités locales, nous perdrons la possibilité et la légitimité de remporter les élections en 2007. Le tiers secteur a la capacité d'être mis en oeuvre sans l'appareil d'Etat central. Cette capacité est néanmoins faible en raison des problèmes de financement. Au travers de la décentralisation, l'Etat transfère énormément de dépenses vers les collectivités locales sans les compenser. Le département, qui est compétent pour ce qui concerne la politique sociale, se voit imposer "les routes nationales".

Une fois ces compétences assumées, les départements et les régions gérés par la gauche et les Verts doivent en plus développer le tiers secteur, alors que l'Etat n'a pas mis en place un seul des mécanismes qui permettent, par exemple, de transférer l'argent de l'Assédic ou de l'Unédic au tiers secteur chaque fois que celui-ci crée un emploi. Pourtant, le travail des conseillers municipaux et régionaux en faveur du développement des services au public venus de la communauté constitue à la fois la concrétisation et la démonstration de leur faisabilité. Une loi-cadre permettra de leur donner ensuite plus d'ampleur. J'assistais le week-end dernier à une réunion à Nantes sur le tiers secteur. Il en ressort que de nombreuses expériences se développent dans toutes les régions et sont souvent confiées aux Verts.

J'appelle tous les élus verts, locaux, régionaux et à prétention nationale, à se lancer. Ils doivent discuter avec les syndicats de policiers mais aussi avec la population et plus précisément avec cette fraction organisée de la population qui s'inscrit dans la démarche de tiers secteur et dans la démarche de vie de quartier.

Je remercie chaleureusement les quatre intervenants de notre table ronde.